

## **Commune de Saint Paul Cap de Joux**

### **COMPTE-RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL**

#### **SEANCE DU 2 FEVRIER 2017**

**L'an deux mille dix-sept, le 2 février, à vingt heures trente**, le Conseil Municipal de la Commune de Saint Paul Cap de Joux, convoqué le **25 janvier 2017** s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en session ordinaire, à la Mairie de Saint Paul Cap de Joux, sous la Présidence de Monsieur Laurent VANDENDRIESSCHE, Maire.

Présents : Bernard BARDOU, Michel BELAVAL, Corinne BOUTIÉ, Marie-Françoise DURIS, Noël FERRAN, Danielle LANDEZ, Jean-Philippe MOULY, Nelly PINEL, Carole PUYELO, Sophie SENCE, Annie VALERO, Laurent VANDENDRIESSCHE, Éric VERNHÈRES, Philippe VIALA, Thierry VIALARD.

Absents excusés :

Secrétaire de séance : Michel BELAVAL.

#### **ORDRE DU JOUR**

1. Régularisation parcellaire lieu-dit « L'Oulivié »
2. Convention de mise à disposition de locaux avec la Communauté de communes du Lautrécois-Pays d'Agout (CCLPA) pour l'exercice de la compétence « Médiathèque »
3. Renouvellement de la convention d'adhésion au Service de médecine préventive et de santé au travail
4. Point sur le personnel communal et avancements de grade 2017
5. Versement d'une subvention aux associations Ste Cécile de Plane Sylve et Vélo Sport Léo Lagrange
6. Extension du cabinet médical : présentation des offres des entreprises
7. Ouverture de crédits
8. Questions diverses

*M. le Maire propose l'approbation du compte-rendu de la séance du 15 décembre 2016.*

*Le compte-rendu de la séance du 15 décembre 2016 est adopté à l'unanimité des membres présents.*

#### **1) Régularisation parcellaire « L'Oulivié » (2017/01) – Annexe 1**

M. le Maire informe que l'EARL Vernhères a acheté une partie de la propriété du GAEC Al Grès lorsque cette exploitation a cessé son activité. De ce fait le chemin d'accès dessert maintenant deux exploitations.

M. le Maire fait part de la proposition de M. Eric VERNHERES et M. Pierre GRESS : ils proposent de céder gracieusement à la commune les parcelles servant d'accès à leurs exploitations pour éviter la création de servitude :

- M. Pierre GRESS : ZB 53 d'une contenance de 157 m<sup>2</sup> - ZB 61 en partie (570 m<sup>2</sup>)
- EARL VERNHERES : ZB 50 d'une contenance de 539 m<sup>2</sup>

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Accepte l'acquisition des parcelles cadastrées section ZB n°50 – 53 et une partie de la parcelle 61, comme présenté sur le plan ci-annexé;
- Dit que cette cession se fera à titre gratuit ; les frais de bornage seront à la charge des demandeurs et la Commune prendra en charge les frais d'acte ;

- Autorise Monsieur le Maire à signer tous documents, faire et dire tout ce qui sera utile et nécessaire pour mener à bien ce dossier.

*M. Eric Vernières n'a pas pris part à cette délibération.*

**2) Procès-verbal de mise à disposition à titre gratuit d'un bâtiment situé sur la Commune de St-Paul Cap de Joux pour l'exercice de la compétence « Médiathèque » (2017/02) – Annexe 2**

M. le Maire rappelle aux membres de l'Assemblée que la Communauté de Communes du Lautrécois-Pays d'Agout a, par délibération n°2014/149 en date du 18 décembre 2014, reconnu d'intérêt communautaire la gestion, l'animation et le développement de la Médiathèque du Pays d'Agout composée de deux pôles :

- le pôle de Saint Paul Cap de Joux
- le pôle de Vielmur sur Agout

Par conséquent, conformément à la loi du 13 août 2004 et à la circulaire d'application du 15 septembre 2004 relative aux nouvelles dispositions concernant l'intercommunalité, les biens et équipements concernant l'exercice de ladite compétence doivent obligatoirement être transférés à la CCLPA.

M. le Maire fait ensuite lecture du procès-verbal de mise à disposition à titre gratuit du bâtiment sis Avenue du Stade, dédié à la compétence « Médiathèque » sur la Commune de Saint Paul Cap de Joux. Il présente les pièces annexées : état des lieux des locaux et plan schématique, facturation des dépenses.

M. le Maire propose donc aux membres du Conseil municipal d'approuver le procès-verbal de mise à disposition à titre gratuit du bâtiment dédié à la Médiathèque sur la Commune de Saint-Paul Cap de Joux, à savoir une partie du groupe scolaire Odette et Gaston Vedel.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- approuve le procès-verbal de mise à disposition à titre gratuit du bâtiment dédié à la Médiathèque sur la Commune de St-Paul Cap de Joux, à savoir une partie du groupe scolaire Odette et Gaston Vedel,
- autorise M. le Maire à signer tous les documents relatifs à ce dossier.

**3) Renouvellement de la convention d'adhésion au service de médecine préventive et de santé au travail du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Tarn (2017/03) – Annexe 3**

M. le Maire indique que la surveillance médicale des agents était assurée jusqu'à présent par le Service de médecine préventive et de santé au travail du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Tarn.

M. le Maire précise que la convention est arrivée à échéance et propose de la renouveler. Il donne lecture de la nouvelle convention proposée par le Centre de Gestion du Tarn.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Autorise Monsieur le Maire à signer la convention d'adhésion au service de Médecine préventive et de santé au travail géré par le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale, pour 3 ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017 telle qu'elle figure en annexe de la présente délibération.
- Dit que les dépenses correspondantes seront inscrites au budget 2017 et aux budgets suivants.

**4) Avancements de grade – Modification du tableau des effectifs (2017/04)**

M. le Maire rappelle que conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité.

Il appartient donc au Conseil municipal compte tenu des nécessités du service, de modifier le tableau des effectifs, afin de permettre la nomination des agents inscrits au tableau d'avancement de grade établi pour l'année 2017.

Cette modification, préalable à la nomination, se traduit par la création de l'emploi correspondant au grade d'avancement.

M. le Maire précise qu'en application du protocole relatif aux Parcours Professionnels, Carrières et Rémunérations (PPCR) les cadres d'emplois de l'ensemble des catégories ont été réformés entraînant une réorganisation des carrières.

M. le Maire présente la liste des agents remplissant les conditions pour un avancement de grade en 2017 et propose à l'assemblée, la création de :

- un emploi d'adjoint technique principal de 1<sup>ère</sup> classe à temps complet à compter du 04/07/2017
- un emploi d'adjoint technique principal de 2<sup>ème</sup> classe à temps non complet à compter du 01/09/2017
- un emploi d'adjoint administratif principal de 1<sup>ère</sup> classe à temps complet à compter du 01/01/2017
- un emploi d'adjoint administratif principal de 1<sup>ère</sup> classe à temps non complet à compter du 01/01/2017
- un emploi de rédacteur principal de 1<sup>ère</sup> classe à temps complet à compter du 01/01/2017

Par ailleurs, il demande aux membres de l'assemblée de supprimer :

- un emploi d'adjoint technique principal de 2<sup>ème</sup> classe à temps complet à compter du 04/07/2017
- un emploi d'adjoint technique à temps non complet à compter du 01/09/2017
- un emploi d'adjoint administratif principal de 2<sup>ème</sup> classe à temps complet à compter du 01/01/2017
- un emploi d'adjoint administratif principal de 2<sup>ème</sup> classe à temps non complet à compter du 01/01/2017
- un emploi de rédacteur principal de 2<sup>ème</sup> classe à temps complet à compter du 01/01/2017

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- accepte la modification du tableau des emplois proposée ;
- précise que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges de l'agent nommé dans l'emploi seront inscrits au budget au chapitre prévu à cet effet.

## **5) Versement de subventions (2017/05)**

M. le Maire rappelle que l'association Sainte Cécile a organisé un concert gratuit « A cup of swing » le vendredi 26 août 2016 dans le cadre des actions culturelles proposées et prises en charge par la Commune ; il présente le bilan des dépenses qui s'élève à 720 €.

M. le Maire présente par ailleurs la demande de renouvellement de partenariat de l'association Vélo Sport Léo Lagrange Castres pour l'organisation de la 3<sup>ème</sup> étape du tour du Tarn cadets le 8 mai 2017.

L'association sollicite une subvention de 500 € et l'aide à la mise en place de matériels.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Décide de verser une subvention exceptionnelle de 720 € à l'association Sainte Cécile ;
- Décide de verser une subvention de 500 € à l'association Vélo Sport Léo Lagrange Castres pour l'organisation de la 3<sup>ème</sup> étape du tour du Tarn cadets le 8 mai 2017 ;
- Autorise M. le Maire à signer toutes les pièces nécessaires à la mise en œuvre de cette décision.

*M. Noël Ferran, Mmes Nelly Pinel et Sophie Sence n'ont pas pris part à cette délibération.*

#### 6) Extension du cabinet médical – Choix des entreprises – Demande de subvention (2017/06)

M. le Maire rappelle la délibération n°2016/58 du 15 décembre 2016 relative à la délégation qui lui a été accordée pour le projet d'extension du cabinet médical.

M. le Maire présente les devis des entreprises ainsi que le plan de financement et propose de solliciter une subvention à la Région Occitanie dans le cadre du FRI (Fonds régional d'intervention).

Dépenses HT		Recettes	
Maçonnerie/Charpente/ Façade Menuiserie/Intérieur/ SARL P.M.G.	40 271.13 €	Région 30 %	15 955.54 €
Plomberie/Electricité SARL BM Chauffage	7 664.00 €	Commune 70 %	37 229.59 €
Honoraires (architecte, bureaux d'études)	5 250.00 €		
<b>TOTAL</b>	<b>53 185.13 €</b>	<b>TOTAL</b>	<b>53 185.13 €</b>

**Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

- Accepte le plan de financement tel que décrit ci-dessus ;
- Sollicite une subvention de la Région dans le cadre du FRI de 30% ;
- Dit que les crédits nécessaires à la dépense seront prévus au Budget 2017 ;
- Autorise M. le Maire à signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

#### 7) Ouverture de crédits (2017/07)

M. le Maire propose d'ouvrir dès à présent, au budget primitif 2017 les crédits suivants :

##### BUDGET PRINCIPAL

- Logiciel secrétariat de mairie : 4 310 €  
Renouvellement de la licence des logiciels JVS Mairistem  
Compte 2051 – 17001

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Accepte les ouvertures de crédits telles que mentionnées ci-dessus ;
- Donne pouvoir à M. le Maire pour l'exécution de la présente délibération.

#### 8) Questions diverses

##### Sainte Barbe

M. le Maire rappelle que centre de secours de St Paul organise la Ste Barbe le samedi 4 février et invite les membres du Conseil municipal à y participer.

##### Nadalet

M. le Maire informe que le « Nadalet » reprendra en 2017, les répétitions auront lieu dans la salle St Paulaise et le 1<sup>er</sup> spectacle serait le 1<sup>er</sup> décembre à Saint Paul Cap de Joux.

Racontarn propose cette année un « pot-pourri » des cinq dernières années (coût 500 €), la commission culture étudiera cette proposition.

##### Téléthon

Le Téléthon 2016 Damiatte St Paul a rapporté 4 323 €. Marie-Françoise Duris organisatrice de cette manifestation depuis 10 ans a décidé de passer la main.

M. Revol, coordonnateur Tarn Sud, prendra contact ultérieurement pour trouver d'autres bénévoles (1 trésorier et 1 organisateur).

### **Bornage ancienne gendarmerie**

M. le Maire présente la nouvelle proposition de bornage relative à la cession des bâtiments administratifs de l'ancienne gendarmerie, la surface cédée reste inchangée (seulement décalage de 2 m. de chaque côté pour faciliter l'accessibilité du bâtiment côté cour).

### **Subvention aux associations**

Les dossiers de subventions vont être adressés aux associations, Philippe Viala rappelle la procédure suivie jusqu'à présent.

Le Conseil municipal ne souhaite rien changer et fixe la date limite de réception des dossiers au 24 février 2017.

### **Avenue Pierre Fabre**

Thierry Vialard demande s'il est obligatoire de refaire le passeport pour un changement d'adresse. M. le Maire répond que des lettres types seront mises à disposition des personnes concernées par les changements d'adresse et précise qu'il n'est pas obligatoire de refaire le passeport dans ce cas.

### **Réunion « Solidarité Paysans »**

Danièle Landez informe qu'une réunion de l'association « Solidarité Paysans » est organisée à St Paul le mercredi 22 février 2017. Cette association est très active dans l'Aveyron et a pour but d'accompagner et de défendre les agriculteurs en difficulté financière et leur famille pour lutter contre les exclusions dont ils peuvent être victimes et conforter leur autonomie.

### **La Poste**

M. le Maire rend compte de la dernière réunion de la Commission départementale de présence postale qui travaille à l'amélioration des points contacts. Lors de cette réunion il a proposé à la commission d'investir les bâtiments vacants de l'ancienne Caisse d'Epargne. Une étude va être menée.

### **Activités économiques**

M. le Maire informe que M. Liottier, boulanger, a trouvé un potentiel repreneur pour son fonds de commerce ; d'autre part les futurs acquéreurs d'une habitation située Place de la Résistance envisagent d'y établir une activité de maîtrise d'œuvre.

### **CCLPA**

PLUi : M. le Maire présente le planning de l'élaboration du PLUi réactualisé et rappelle la réunion publique de présentation de la démarche organisée à St Paul Cap de Joux le jeudi 2 mars 2017.

Voirie : Lors du dernier conseil de communauté il a été décidé la participation des communes aux travaux de réhabilitation des ouvrages d'art à hauteur de 20% du montant des travaux HT. Il sera nécessaire de déterminer des règles pour les ponts limitrophes avec les communes concernées (comme par exemple le Pont d'En Guibaud).

Locaux des services techniques : projet de construction d'un bâtiment de 900 m<sup>2</sup> pour accueillir la totalité des services techniques. Coût prévisionnel total 899 977 €, dont 320 000 € environ restant à la charge de la CCLPA (35.50 %). La vente de l'électricité produite par les panneaux photovoltaïques couvrira l'emprunt sur 20 ans.

L'ancien bâtiment abritant les camions bennes seront loués pendant 3 ans (800 €/mois) puis proposé en location-vente (estimé à 80 000 €) à l'entreprise vielmuroise « Louise émoi », fabricante de savons bio en quête d'une surface plus importante pour développer son activité et créer des emplois.

Très haut débit : la convention adoptant le principe a été validée, toutefois tout le monde n'aura pas accès à la fibre mais des améliorations seront apportées à l'ensemble du territoire.

Intégration des communes de Missècle et Moulayrès : lors de la cérémonie des vœux, M. le Président a informé que les communes de Missècle et Moulayrès rejoindront la CCLPA prochainement.

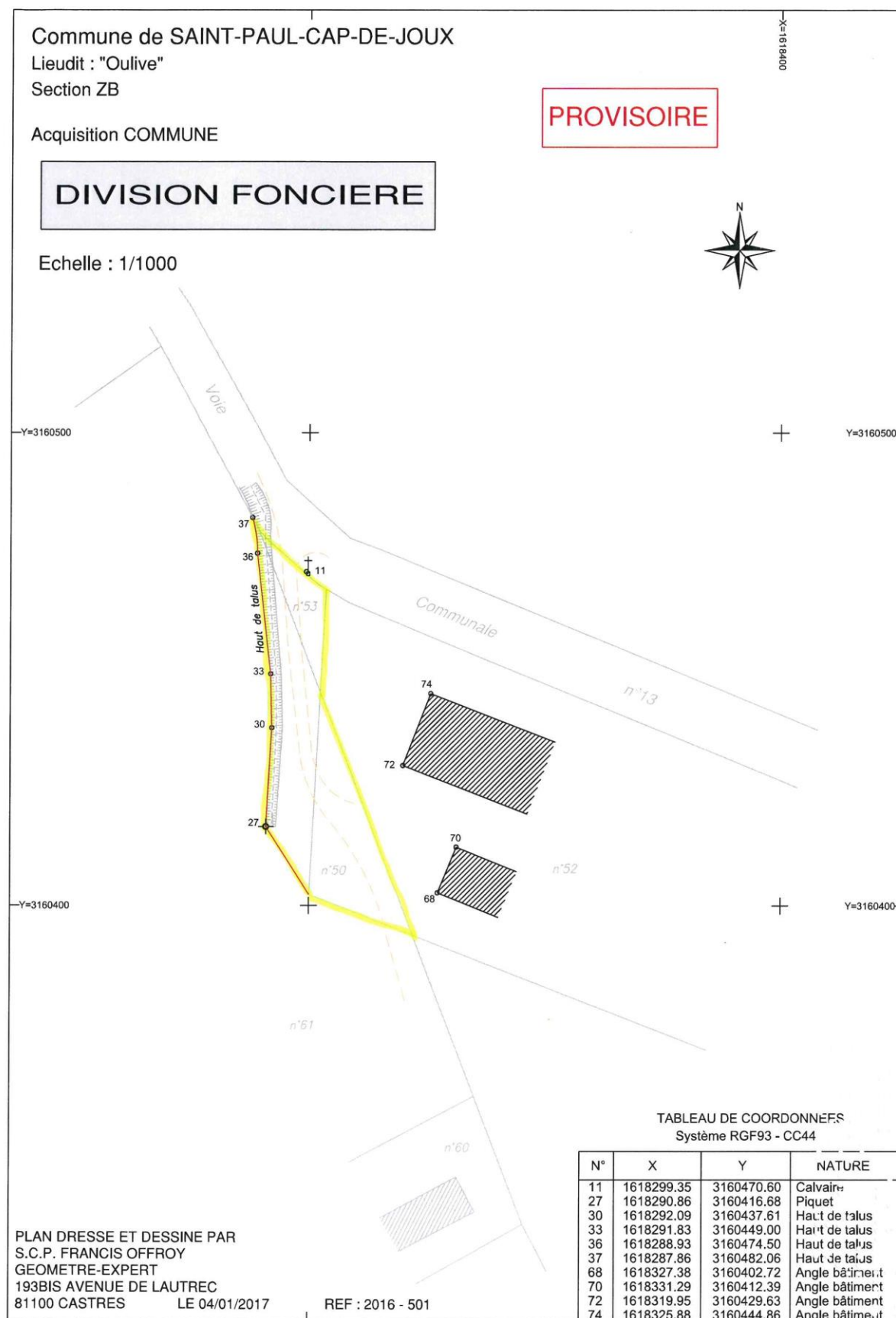
Petite enfance, Enfance, jeunesse : Dany Landez informe que la commission a proposé une nouvelle règle pour l'attribution des places sur les séjours jeunesse afin que l'ensemble des jeunes puissent en bénéficier à un moment donné. Elle précise par ailleurs qu'au sein de la commission il y a une vraie consultation des délégués.

#### **Calendrier des réunions**

- 21/02/2017 à 10 h : commission travaux
- 27/02/2017 à 10 h : commission culture
- à 18h30 : commission vie associative
- 16/03/2017 à 20h30 : conseil municipal

Fin de séance.

# ANNEXE 1



## **ANNEXE 2**



### **PROCES-VERBAL DE MISE A DISPOSITION du bâtiment situé au sein du groupe scolaire de la Commune de Saint-Paul Cap de Joux permettant l'activité Médiathèque**

#### **Entre :**

La Commune de Saint-Paul Cap de Joux, sise Place de l'Hôtel de Ville - 81220 SAINT-PAUL CAP DE JOUX représentée par son Maire, Laurent Vandendriessche, dûment habilitée par délibération du conseil municipal en date du 2 février 2017 / N°2017/02, ci-après dénommée la « Commune »,

#### **Et :**

La Communauté de Communes du Lautrécois-Pays d'Agout, établissement public de coopération intercommunale dont le siège est situé Maison du Pays - 81220 SERVIES, représentée par son Président, Monsieur Raymond GARDELLE, dûment habilité par délibération n°2017/11 en date du 31 janvier 2017.

ci-après dénommée la « CCLPA »,

#### **Préambule :**

Par arrêté préfectoral du 15 avril 2015, la Communauté de Communes dispose de la compétence :

*- Construction, entretien et fonctionnement d'équipements culturels :*

*Pour la promotion et la gestion de la lecture publique en milieu rural, est reconnu d'intérêt communautaire la gestion, l'animation et le développement de la Médiathèque du Pays d'Agout.*

*La Médiathèque est constituée à ce jour de deux pôles :*

- Le pôle de Saint-Paul Cap de Joux*
- Le pôle de Vielmur sur Agout*

Par conséquent, conformément à la loi du 13 août 2004 et à la circulaire d'application du 15 septembre 2004 relative aux nouvelles dispositions concernant l'intercommunalité, les biens et équipements concernant l'exercice de ladite compétence doivent obligatoirement être transférés à la CCLPA.

#### **IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :**

##### **Article 1 : Objet**

La présente convention a pour objet de préciser :



- les conditions de mise à disposition des biens mobiliers et immobiliers affectés par la Commune au fonctionnement de : La Médiathèque sis Avenue du Stade - 81220 SAINT-PAUL CAP DE JOUX.
- le rôle et la responsabilité de chacune des parties.

**Article 2 : Principes et effets de la mise à disposition**

En application des articles L. 1321-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, la CCLPA assume l'intégralité des droits et obligations de la Commune qui demeure propriétaire du bien mis à disposition.

Elle possède tout pouvoir de gestion et assure le renouvellement des biens mobiliers.

Elle peut autoriser l'occupation des biens remis pour une utilisation conforme à l'objet cité à l'article 1, en perçoit les fruits et produits, agit en justice au lieu et place de la Commune.

La collectivité bénéficiaire peut procéder à tous travaux de reconstruction, de démolition, de surélévation ou d'addition de constructions propres à assurer le maintien de l'affectation des biens, en concertation avec la Commune de Saint-Paul Cap de Joux.

En cas de désaffectation totale ou partielle des biens mis à disposition de la CCLPA, la Commune recouvre l'ensemble de ses droits et obligations sur les biens désaffectés.

La CCLPA s'engage à souscrire une assurance à cet effet.

**Article 3 : Désignation et état des biens**

**1. Désignation**

- les biens immobiliers :

Le transfert de l'équipement dénommé « Médiathèque » est composé d'une grande pièce divisée en 3 espaces au sein du groupe scolaire de Saint-Paul Cap de Joux.

L'entrée de la Médiathèque est située « Avenue du Stade ». Le bâtiment mis à disposition occupe une superficie de 141,01 m<sup>2</sup> situé en partie sur les parcelles 1238 et 1242.

- les biens mobiliers

Les biens de l'équipement mis à disposition se composent des biens mentionnés dans l'état des lieux (Cf. état des lieux).

**2-Etat des lieux**

L'état des lieux des locaux est annexé au présent procès-verbal. Il est signé par les deux parties.

La CCLPA accepte en l'état le futur bâtiment dédié à la Médiathèque.

**Article 4 : Valeur comptable du bien mis à disposition**

En référence à l'état de l'actif de la Commune, la valeur d'achat des biens mis à disposition en vertu de l'article 3 précité est arrêtée aux sommes suivantes :

- ✚ valeur du bien immobilier : 272 829,44 €

**Article 5 : Date d'effet et durée de la mise à disposition**

La présente mise à disposition prend effet au 1<sup>er</sup> février 2017.

La durée de la mise à disposition correspond à la durée de l'exercice de la compétence

Par conséquent, cette mise à disposition pourra prendre fin dans 3 cas :

- Réduction de compétence par la CCLPA

- Retrait de la Commune de la CCLPA (cf. articles L. 5211-19 et L. 5211-25-1 du CGCT)
- Dissolution de la CCLPA

Conformément à l'article 2 du présent procès-verbal, la mise à disposition pourra prendre fin aussi en cas de désaffectation des biens mis à disposition.

**Article 6** : *Restitution du bien*

Les travaux réalisés pour l'exercice de la compétence sur les biens mis à disposition appartiennent à la CCLPA.

En cas de fin de la mise à disposition, telle que définie dans l'article 5, la CCLPA s'engage à remettre le bien à la Commune.

**Article 7** : *Coût de la mise à disposition*

La mise à disposition des biens désignés ci-dessus est faite à titre gratuit.

**Article 8** : *Charges, impôts et taxes*

Les impôts et taxes relatifs aux locaux sont supportés par la Commune.

Les frais d'eau, de ménage, d'électricité, de chauffage et frais divers (maintenance) seront facturés à la CCLPA sur la base définie dans le document joint (Annexe 2).

**Article 9** : *Entretien et réparation des locaux*

La Commune a en charge l'entretien général de bon fonctionnement des locaux. La Commune pourra prendre en charge des petits travaux de maintenance qui seront facturés annuellement à la CCLPA. Un registre pointera les dates de réalisation des travaux, il sera établi par la Commune à titre de pièce justificative.

Les gros travaux, après accord entre les deux parties seront pris en charge conjointement. La facturation se fera également annuellement à la CCLPA.

**Article 10** : *Avenant*

Toute modification du contenu du présent procès-verbal de mise à disposition fera l'objet d'un avenant. Dans le cas de travaux, les modifications apportées aux biens mis à disposition seront constatées par avenant à l'issue du procès-verbal de réception des travaux.

**Article 11** : *Dispositions diverses*

Le transfert patrimonial fera l'objet d'écritures comptables par le comptable du trésor pour constater cette mise à disposition.

Fait à Serviès, en 3 exemplaires originaux, le 1<sup>er</sup> février 2017.

Pour la Commune,  
Le Maire,

Pour la CCLPA,  
Le Président,

Laurent VANDENDRIESSCHE

Raymond GARDELLE



## **ETAT DES LIEUX** **de la Médiathèque située sur la Commune de Saint-Paul Cap de Joux**

### **PREAMBULE**

Par délibération n°2017/11 en date du 31 janvier 2017, la CCLPA a approuvé la mise à disposition par la Commune de Saint-Paul Cap de Joux des locaux situés Avenue du Stade - 81220 SAINT-PAUL CAP DE JOUX (Locaux de la Médiathèque) pour l'exercice de sa compétence : construction, entretien et fonctionnement d'équipements culturels.

Les locaux sont composés d'une grande pièce divisée en trois espaces, accessibles depuis l'Avenue du Stade.

Par conséquent, conformément à la loi du 13 août 2004 et à la circulaire d'application du 15 septembre 2004 relative aux nouvelles dispositions concernant l'intercommunalité, les biens et équipements concernant l'exercice de ladite compétence doivent obligatoirement être transférés à la CCLPA.

A ce titre, un procès-verbal de mise à disposition à titre gratuit doit être signé entre la Mairie de St-Paul Cap de Joux mettant à disposition de la Communauté de Communes du Lautrécois-Pays d'Agout les locaux situés au :

- Médiathèque - Avenue du Stade - 81220 SAINT-PAUL CAP DE JOUX

Le présent état des lieux, établi et accepté contradictoirement entre les parties, fait partie intégrante du procès-verbal dont il ne peut être dissocié.

### **Le présent état des lieux est dressé entre :**

#### **Entre :**

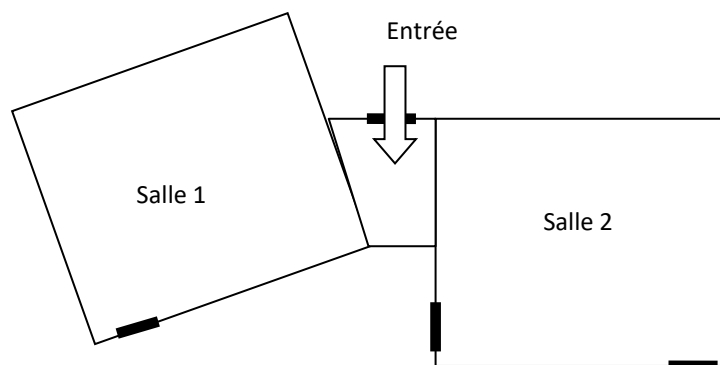
La Commune de Saint-Paul Cap de Joux, sise Place de l'Hôtel de Ville - 81220 SAINT-PAUL CAP DE JOUX représentée par son Maire, Laurent Vandendriessche, dûment habilitée par délibération du conseil municipal en date du 2 février 2017, N°2017/02, ci-après dénommée la « Commune »,

#### **Et :**

La Communauté de Communes du Lautrécois-Pays d'Agout, établissement public de coopération intercommunale dont le siège est situé Maison du Pays - 81220 SERVIES, représentée par son Président, Monsieur Raymond GARDELLE, dûment habilité par délibération N°2017/11 en date du 31 janvier 2017.

ci-après dénommée la « CCLPA »,

**SCHEMA :**



**REPARTITION DES PIECES**

DESIGNATION	SOLS		MURS		PLAFONDS		EQUIPEMENTS	
		ETAT		ETAT		ETAT		ETAT
<b>Salle 1</b>	Moquette	Moyen	Plaques de plâtre	A repeindre	Bac acier	Bon	3 radiateurs	Bon
							3 rampes de spots	Bon
<b>Entrée</b>	Sol souple	Moyen	Plaques de plâtre	Bon	Dalles plafond suspendu	Moyen	1 radiateur	Bon
<b>Salle 2</b>	Dalles pvc	Moyen	Plaques de plâtre	Bon	Dalles plafond suspendu	Bon	1 radiateur	Bon
							Volets roulants	Bon
							3 rampes de tubes fluorescents	Bon
							4 étagères métalliques	Bon

Fait à Saint-Paul Cap de Joux, en 3 exemplaires originaux, le 31 janvier 2017.

Pour la Commune,  
Le Maire,

Laurent VANDENDRIESSCHE

Pour la CCLPA,  
Le Président,

Raymond GARDELLE

## ANNEXE 2 - Médiathèque St-Paul

**FACTURATION DES DEPENSES (Ménage, eau, électricité, chauffage, frais divers)**  
dans le cadre de la mise à disposition d'une partie du bâtiment  
des Associations à la CCLPA pour la Médiathèque

### SURFACE TOTALE DU BÂTIMENT

Bâtiments construits en 1991	679,00	m <sup>2</sup>
Cantine construite en 1997	146,50	m <sup>2</sup>
Bâtiments construits en 2009	435,40	m <sup>2</sup>
<b>TOTAL</b>	<b>1260,90</b>	<b>m<sup>2</sup></b>

### SURFACE MEDIATHEQUE MISE A DISPOSITION

Salle 1	52,56	m <sup>2</sup>
Salle 2	63,20	m <sup>2</sup>
Entrée	25,25	m <sup>2</sup>
<b>TOTAL</b>	<b>141,01</b>	<b>m<sup>2</sup></b>
<b>PROPORTION</b>	<b>11,18%</b>	

### TEMPS D'UTILISATION DES LOCAUX

4,5 jours/sem. X 47 semaines	211,50	jours
<b>PROPORTION</b>	<b>58%</b>	

### AFFECTATION DES CHARGES

<b>Ménage</b> - Temps annuel (2h/sem. x 47 semaines)	94,00	h	
Coût horaire de l'agent	16,66	€/h	
<b>COÛT ménage</b>	<b>1566,04</b>	<b>€/an</b>	<b>A</b>

<b>Eau/Assainissement</b> - Coût annuel	1311,16	€/an	
<b>COÛT pondéré (Surface et temps)</b>	<b>84,97</b>	<b>€/an</b>	<b>B</b>

<b>Electricité</b> - Coût annuel	4997,84	€/an	
<b>COÛT pondéré (Surface et temps)</b>	<b>323,87</b>	<b>€/an</b>	<b>C</b>

<b>Chauffage</b> (Fuel) - Coût annuel	6699,50	€/an	
<b>COÛT pondéré (Surface 825,5 m<sup>2</sup>)</b>	<b>1144,39</b>	<b>€/an</b>	<b>D</b>

<b>Contrôles</b> (Electricité / Extincteurs) - Coût annuel	945,74	€/an	
<b>COÛT pondéré (Surface)</b>	<b>105,76</b>	<b>€/an</b>	<b>E</b>

**TOTAL DÛ (A+B+C+D+E)      3225,03 €/an**

### ANNEXE 3



Nos références : dél 32-2016/2017  
Service S.M.P.  
☎ 05.63.60.19.09 ✉ [smp@cdg81.fr](mailto:smp@cdg81.fr)  
Correspondant : secrétariat médical

**CONVENTION D'ADHÉSION**  
**AU SERVICE DE MÉDECINE PRÉVENTIVE ET DE SANTÉ AU TRAVAIL**  
**DU CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DU TARN (S.M.P)**  
**DU    /    /    AU    /    /**

**Entre : La commune de**  
habilité par délibération du

représentée par \_\_\_\_\_, Maire (ou Président), dûment  
et désigné par **LA COLLECTIVITE** dans la présente convention,  
**d'une part,**

**Et : Le CENTRE DE GESTION DE LA F.P.T DU TARN, 188 rue de Jarlard 81000 ALBI**, représenté  
par son Président, **M. Sylvian CALS** dûment habilité par délibération du Conseil d'Administration du 10  
juillet 2014 et du 17 décembre 2015, et désigné par **LE CENTRE DE GESTION** dans la présente  
convention,

**d'autre part,**

**Il a été convenu et arrêté ce qui suit :**

\*\*\*\*\*

**VU** le Code des Communes et le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le Code du Travail,

**VU** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

**VU** la Loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction  
publique territoriale,

**VU** le décret n°85-603 du 10 Juin 1985 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la  
médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale,

**VU** la circulaire n° NOR INTB1209800C du 12 octobre 2012 portant application des dispositions du  
décret n° 85-603 du 10 juin 1985 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la  
médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale

**VU** la délibération du Conseil d'administration du CENTRE DE GESTION n°8/2016 du 31 mars 2016 qui  
fixe les tarifs du service à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017,

**VU** les délibérations du Conseil d'Administration du CENTRE DE GESTION du 17 décembre 2015 et du  
29 juin 2016 qui adoptent les principes de la présente convention,

**VU** la délibération en date du \_\_\_\_\_ de l'assemblée délibérante de la COLLECTIVITE autorisant  
la signature de la présente convention,



## **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION :**

Conformément à l'article 10 du décret n° 85-603 du 10 juin 1985 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine préventive dans la Fonction Publique Territoriale, LA COLLECTIVITÉ :

Nom de la collectivité :	.....
Adresse :	.....
Téléphone :	.....
Mail :	.....
Fax :	.....
Interlocuteur :	.....

**ADHÈRE** au Service de médecine préventive et de santé au travail du Centre de Gestion de la Fonction Publique du Tarn, désigné dans la présente convention comme « le S.M.P ».

L'encadré ci-dessous est nécessaire pour les collectivités ayant déjà conventionné en matière de prévention.

L'adhésion à la présente convention emporte la dénonciation de droit de la convention en date du ..... conclue pour l'adhésion au Service Prévention pour la période du .....au ....., les prestations de prévention étant d'office incluses dans la présente convention d'adhésion au S.M.P.
---

## **ARTICLE 2 : NATURE DE LA MISSION CONFIEE AU S.M.P :**

Le S.M.P assure l'ensemble des missions prévues au titre III chapitre II du décret n° 85-603 modifié pour les agents publics, ou au Code du travail pour les agents de droit privé, soit la surveillance médicale des agents et l'action sur le milieu professionnel. Entre autres le S.M.P a pour objectif de rassembler les compétences nécessaires à la santé et la sécurité des agents, à l'adaptation de leurs conditions de travail et au maintien dans l'emploi / reclassement des agents devenus inaptes ou confrontés à des restrictions d'aptitude.

Toute modification législative ou réglementaire de ces dispositions générales sera tacitement incluse dans la présente convention.

## **ARTICLE 3: DUREE DE LA CONVENTION :**

La présente convention est conclue à compter du / / pour une durée ferme de 3 ans. Elle s'achèvera le / /

## **ARTICLE 4 : LES AGENTS CONCERNÉS PAR LA SURVEILLANCE MÉDICALE :**

Le suivi médical assuré par le S.M.P s'applique :

- aux fonctionnaires titulaires et stagiaires,
- aux contractuels de droit public,
- aux agents de droit privé,
- à tout autre agent exerçant ses fonctions au sein ou pour le compte d'une collectivité territoriale affiliée au Centre de gestion.

**TOUS LES ACTES DE GESTION DES CARRIERES (ARRETES DE NOMINATION, RADIATION, CONTRATS, AVENANTS,...) DOIVENT IMPERATIVEMENT ETRE ENVOYES POUR MISE A JOUR DES DOSSIERS INDIVIDUELS ET DES BASES INFORMATIQUES AU CENTRE DE GESTION**



LA COLLECTIVITÉ déclare et met à jour ses effectifs susceptibles de faire l'objet d'une visite médicale par l'intermédiaire du logiciel WEB RH mis à sa disposition par le Centre de Gestion. Au vu de ces données, LA COLLECTIVITÉ complète et transmet le cas échéant les documents de carrière manquants.

## **ARTICLE 5 : MISSIONS EN MATIÈRE DE SURVEILLANCE MÉDICALE DES AGENTS :**

### **5-1- Surveillance médicale des agents publics :**

**La surveillance médicale assurée par le S.M.P ne peut s'exercer que postérieurement à la visite d'embauche auprès d'un médecin agréé.**

**Le médecin de médecine professionnelle et préventive ne peut être chargé des visites d'aptitude physique obligatoires lors de l'entrée dans la fonction publique territoriale**, et prévues par l'article 10 du décret n°87-602 du 30 juillet 1987 pris pour l'application de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale.

#### **Rappel :**

La visite d'embauche effectuée par le Médecin agréé a pour but de constater que l'agent n'est atteint d'aucune maladie ou infirmité ou que les maladies ou infirmités constatées et qui doivent être énumérées, ne sont pas incompatibles avec l'exercice des fonctions postulées.

La liste des médecins agréés est mise à disposition par le Centre de gestion sur son site Internet du Centre de gestion à l'adresse [www.cdg81.fr](http://www.cdg81.fr).

Un médecin agréé est tenu de se récuser quand il est amené à examiner un fonctionnaire ou un candidat à un emploi public dont il est le médecin traitant (article 2 du décret 87-602 du 30 juillet 1987).

Cette démarche est à effectuer auprès d'un médecin agréé avant tout recrutement d'un agent titulaire ou non titulaire de droit public (contractuel sur emploi non permanent tels que agent saisonnier, agent recruté pour faire face à un accroissement temporaire d'activité, contractuel sur emploi permanent).

### **5-1-1 Visites médicales obligatoires :**

#### **5-1-1-1 Visite médicale lors de l'embauche et l'affectation au poste de travail :**

La visite médicale d'embauche est à différencier de celle diligentée auprès du médecin agréé missionné pour vérifier l'aptitude physique de l'agent.

Le médecin de prévention doit également effectuer une visite de l'agent lors de l'embauche. Dans ce cadre, le médecin de prévention :

- vérifie la compatibilité de l'état de santé de l'agent avec les conditions de travail liées au poste occupé par l'agent,
- peut formuler un avis ou émettre des propositions lors de l'affectation au poste de travail au vu de ses particularités et au regard de l'état de santé de l'agent.
- cette intervention devra être systématisée lorsqu'il s'agit d'affectation sur des postes comportant des risques professionnels au sens de l'article 21 du décret du 10.06.1985.

#### **5-1-1-2 Visites médicales périodiques :**

##### **Surveillance médicale bisannuelle :**

La visite médicale périodique a lieu au moins tous les 2 ans pour les agents non soumis à une surveillance médicale particulière.

La surveillance médicale des agents s'effectue, conformément aux dispositions des articles 20 à 26 du décret n° 85-603 du 10 juin 1985 modifié.

Pour les fonctionnaires territoriaux nommés dans plusieurs emplois permanents à temps non complet, cet examen médical se déroule dans la collectivité qui emploie le fonctionnaire pendant la quotité horaire hebdomadaire la plus longue.





#### Surveillance médicale particulière :

Ces visites ont un caractère obligatoire et leur fréquence est déterminée par le Médecin de prévention. Cette surveillance particulière s'exerce à l'égard :

- des personnes reconnues travailleurs handicapés,
- des femmes enceintes,
- des agents réintégrés après un congé de longue maladie ou longue durée,
- des agents occupant des postes dans des services comportant des risques spéciaux,
- des agents souffrant de pathologies particulières,
- agents de moins de 18 ans

#### 5-1-2 Visites médicales non obligatoires :

Ces visites sont facultatives :

##### \*Visite ponctuelle à la demande de la collectivité,

##### \*Visite à la demande de l'agent :

En application de l'article 20 du décret n°85-603 du 10.06.1985 qui permet à un agent de demander à bénéficier d'un examen médical supplémentaire entre deux visites bisannuelles.

##### \*Visite supplémentaire à la demande du Médecin de prévention

\*Visite de pré-reprise et visite de reprise après un congé de maladie, un congé pour accident de service/maladie professionnelle ou un congé de maternité.

#### 5-2- Surveillance médicale des agents de droit privé :

Pour les agents recrutés sous contrat de droit privé, c'est le service de médecine professionnelle et préventive attaché à la collectivité qui est compétent pour assurer toutes les missions d'un médecin du travail pour ces personnels : rôle préventif, visite d'embauche et la visite de surveillance tous les deux ans, surveillance spéciale de certains agents, visite de reprise du travail, déclaration de l'aptitude ou de l'inaptitude. Les dispositions relatives à la surveillance médicale de ces agents sont fixées par le Code du travail dans son titre IV.

#### 5-2-1 Visites médicales obligatoires :

##### Visite médicale d'embauche :

Les agents de droit privé sont soumis à une visite médicale d'embauche non pas auprès du médecin agréé mais auprès du médecin du travail, sauf en ce qui concerne les personnes recrutées sous contrat d'apprentissage pour lesquelles la visite médicale d'aptitude physique est effectuée par un médecin agréé dans les conditions prévues pour les agents de droit public par le décret n° 87-602 du 30 juillet 1987 modifié.

L'examen médical avant l'embauche doit intervenir au plus tard avant l'expiration de la période d'essai, sauf exception.

##### Visite médicale périodique :

L'agent de droit privé est soumis obligatoirement à un examen tous les 2 ans, ou plus fréquemment s'il le demande. Le premier examen périodique doit avoir lieu dans les 24 mois suivant la visite d'embauche.



Des examens plus fréquents peuvent être réalisés, à la diligence du médecin, pour les catégories d'agents exposés eux-mêmes à des risques particuliers ou susceptibles d'exposer leur entourage à des risques collectifs.

Bénéficiaire d'une surveillance médicale renforcée :

- 1° Les travailleurs âgés de moins de dix-huit ans ;
- 2° Les femmes enceintes ;
- 3° Les salariés exposés aux risques précisés à l'article R.4624-18 du Code du travail
- 4° Les travailleurs handicapés

#### La visite de reprise :

Le salarié bénéficie d'un examen de reprise du travail par le Médecin de prévention :

- 1° Après un congé de maternité ;
- 2° Après une absence pour cause de maladie professionnelle ;
- 3° Après une absence d'au moins trente jours pour cause d'accident du travail, de maladie ou d'accident non professionnel

Le médecin du S.M.P est informé de tout arrêt de travail d'une durée inférieure à trente jours pour cause d'accident du travail afin de pouvoir apprécier, notamment, l'opportunité d'un nouvel examen médical et, avec l'équipe pluridisciplinaire, de préconiser des mesures de prévention des risques professionnels

L'examen de reprise doit être organisé dans les 8 jours qui suivent la date de reprise du travail du salarié

L'examen de reprise a pour objet :

- 1° De délivrer l'avis d'aptitude médicale du salarié à reprendre son poste ;
- 2° De préconiser l'aménagement, l'adaptation du poste ou le reclassement du salarié ;
- 3° D'examiner les propositions d'aménagement, d'adaptation du poste ou de reclassement faites par l'employeur à la suite des préconisations émises par le médecin du travail lors de la visite de pré-reprise

#### 5-2-2 Visites médicales non obligatoires :

##### La visite de pré-reprise :

En vue de favoriser le maintien dans l'emploi des salariés en arrêt de travail d'une durée de plus de trois mois, une visite de pré-reprise est organisée par le médecin du travail à l'initiative du médecin traitant, du médecin conseil des organismes de sécurité sociale ou du salarié.

Cette visite ne donne pas lieu à la délivrance d'une fiche d'aptitude.

##### \*Visite ponctuelle à la demande de la collectivité

##### \*Visite à la demande de l'agent :

Indépendamment des examens périodiques, le salarié peut bénéficier d'un examen par le médecin du travail à sa demande.

##### \*Visite supplémentaire à la demande du Médecin du S.M.P

#### 5-3- Vaccinations et examens spéciaux :

En sus des examens médicaux obligatoires, le S.M.P peut recommander des examens complémentaires et des vaccins spéciaux (hépatite B, DTP...). Ceux-ci demeurent à la charge de LA COLLECTIVITE. Toutefois, les vaccins recommandés par le médecin, sans rapport avec l'activité professionnelle, sont à la charge de l'agent.



## **ARTICLE 6 : ACTIONS SUR LE MILIEU PROFESSIONNEL (TIERS-TEMPS) :**

Le médecin du service de médecine préventive doit consacrer à sa mission en milieu de travail au moins le tiers du temps dont il dispose. Dans le cadre de son action sur le milieu professionnel prévue par le décret n°85-603 du 10 juin 1985 modifié, le S.M.P mène des actions de prévention telles que :

- **Conseille l'autorité territoriale, les agents et leurs représentants sur l'adaptation des conditions de travail** (adaptation des postes, des techniques et rythmes de travail), notamment dans les domaines suivants :

- amélioration des conditions de vie et de travail dans les services ;
- hygiène générale des locaux de service ;
- adaptation des postes, des techniques et des rythmes de travail à la physiologie humaine ;
- protection des agents contre l'ensemble des nuisances et les risques d'accident de service ou de maladie professionnelle ;
- hygiène dans les restaurants administratifs ;
- information sanitaire.

- **S'agissant de l'information sanitaire, est obligatoirement associé aux actions de formation à l'hygiène et à la sécurité, ainsi qu'à la formation des secouristes ;**

- **Analyse les postes de travail et leurs exigences physiques et psychologiques, les rythmes de travail pour mettre en oeuvre des surveillances spéciales et conseiller des aménagements.**

Le médecin de prévention est amené à effectuer des visites des lieux de travail. Il bénéficie, à cette fin, d'une liberté d'accès aux locaux rentrant dans son champ de compétence.

Il examine les postes de travail, détecte les situations présentant des risques professionnels particuliers et est habilité, en cas de dysfonctionnement, à établir les signalements appropriés sous forme de rapport écrit diffusé auprès de l'autorité territoriale dont il relève et de celle dont dépend l'agent concerné.

Le médecin de prévention peut proposer des aménagements du poste de travail justifiés par l'âge, la résistance physique ou l'état de santé des agents et émettre des propositions de reclassement professionnel : le rejet des propositions formulées par le médecin de prévention doit être motivé par écrit par la collectivité, et le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des conditions de travail (CHSCT), ou en son absence le Comité Technique (CT) doit en être tenu informé.

- **Est obligatoirement consulté sur les projets de construction ou aménagements importants des bâtiments administratifs et techniques, de modifications apportées aux équipements ainsi que ceux liés aux nouvelles technologies.** Il peut procéder à toute étude et soumettre des propositions.

- **Est informé des manipulations de produits dangereux et demande à l'administration de faire effectuer des prélèvements et des mesures aux fins d'analyses.**

- **Est obligatoirement informé, avant toute utilisation de substances ou produits dangereux, de la composition de ces produits et de la nature de ces substances, ainsi que de leur modalité d'emploi. De ce fait, les fiches de données de sécurité (F.D.S) doivent lui être adressées.**

- **Propose des mesures de prévention.**

- **Participe à la réalisation des études épidémiologiques.**

Il informe l'autorité territoriale de tous risques d'épidémie dans le respect du secret médical ;

- **Le S.M.P est informé par l'autorité territoriale dans les plus brefs délais de chaque accident de service et de chaque maladie professionnelle ou à caractère professionnel.**



• **Le médecin de prévention participe à l'établissement de la fiche relative aux risques professionnels** propres au milieu dans lequel il intervient. Il s'agit là d'un élément important dans la détermination des obligations en matière de suivi médical des agents.

• **Elabore son rapport annuel présenté à l'employeur public ainsi qu'au CHSCT ou, en son absence, au CT.**

#### **ARTICLE 7 : LIAISON AVEC LE POLE SANTE ET CONDITIONS DE TRAVAIL DU CENTRE DE GESTION :**

L'adhésion à la présente convention ouvre droit à l'accès aux services et prestations proposés en matière de santé au travail par le Pôle Santé et Conditions de travail.

Par ailleurs, les collectivités adhérentes au contrat groupe d'assurance des risques statutaires conclu par le Centre de gestion s'engagent à utiliser, sur proposition du CDG81, de l'assureur ou de l'intermédiaire d'assurance, les services et prestations de santé au travail annexes au contrat groupe (ex : contre-visite, expertise médicale, programmes de suivi psychologique, de reclassement dans l'emploi ...etc).

##### **7-1- Pluridisciplinarité :**

Le S.M.P travaille en pluridisciplinarité en s'appuyant au besoin sur la complémentarité de professionnels de la santé au travail pour une meilleure prévention des risques professionnels et l'amélioration des conditions de travail des agents. L'objectif est d'évoluer d'une vision purement et quasi-exclusivement médicale de la prévention à une approche globale de la santé, l'action du médecin de prévention étant renforcée par l'apport de compétences techniques et organisationnelles.

Le S.M.P peut à ce titre faire appel à des professionnels ou à des organismes possédant des compétences dans ces domaines (compétences médicales, techniques et organisationnelles, ergonomie, hygiène du travail, épidémiologie, secourisme, toxicologie industrielle, psychologie du travail, acoustique...etc).

Le Médecin de prévention anime et coordonne l'action de l'équipe pluridisciplinaire.

##### **7-2- Prestations du Service Prévention :**

L'adhésion à la présente convention ouvre droit à l'accès aux services et prestations proposés par le Service Prévention détaillés en ANNEXES 1, 2 et 3.

Le Médecin de prévention pourra être accompagné du Conseiller en prévention du Centre de gestion dans le cadre de ses actions sur le milieu professionnel.

##### **7-3- Prestations du Service Handicap -Maintien dans l'emploi :**

L'adhésion à la présente convention ouvre droit à l'accès aux prestations d'appui au maintien dans l'emploi, au reclassement et à l'aménagement des postes de travail détaillées en ANNEXE 4.

##### **7-4- Comité médical et Commission de Réforme :**

Le Médecin de prévention a un rôle consultatif en formulant des avis ou des observations écrites devant le Comité médical et la Commission de Réforme.

##### **Comité médical :**

Il est informé de la réunion du Comité et peut :

- obtenir la communication du dossier de l'agent soumis à l'avis de l'instance consultative,
- présenter ses observations écrites,
- assister à titre consultatif à la réunion.



Il remet obligatoirement un rapport écrit dans les cas suivants :

- examen médical du fonctionnaire pour l'octroi d'un congé de longue maladie ou de longue durée d'office
- aménagement du poste de travail après un congé de longue maladie ou de longue durée

Commission de réforme :

Il est informé de la réunion de la commission et peut :

- obtenir communication du dossier de l'agent,
- présenter ses observations écrites,
- assister à titre consultatif à la séance.

Il présente obligatoirement un rapport écrit en cas :

- d'imputabilité au service d'un accident, (d'un acte de dévouement), d'une maladie professionnelle,
- d'octroi d'un congé de longue durée prolongé pour maladie contractée en service.

## **ARTICLE 8 : INTERVENTIONS AUPRES DU CHSCT ET DU COMITÉ TECHNIQUE (CT) :**

### **8-1- Participation aux CHSCT et CT :**

Lorsqu'ils ne sont pas assistés de CHSCT, les Comités techniques exercent les compétences dévolues à ces derniers. Dans ce cas, un représentant du S.M.P peut assister, avec voix consultative, aux réunions du comité technique qui sont consacrées aux problèmes d'hygiène et de sécurité.

Le médecin du S.M.P assiste de plein droit aux séances du CHSCT lorsqu'il existe avec voix consultative.

### **8-2- Enquêtes en matière d'accidents du travail ou de maladie professionnelle :**

Le CHSCT ou en son absence le CT procède, dans le cadre de sa mission d'enquête en matière d'accidents du travail, d'accidents de service ou de maladies professionnelles ou à caractère professionnel, à une enquête à l'occasion de chaque accident du travail, chaque accident de service ou de chaque maladie professionnelle ou à caractère professionnel :

- ayant entraîné mort d'homme, ou paraissant devoir entraîner une incapacité permanente, ou ayant révélé l'existence d'un danger grave, même si les conséquences ont pu en être évitées ;
- présentant un caractère répété à un même poste de travail, ou à des postes de travail similaires, ou dans une même fonction, ou des fonctions similaires

Pour les collectivités relevant du CT du Centre de Gestion, les enquêtes sont réalisées par une délégation conduite par le Conseiller en Prévention du Centre de Gestion comprenant un représentant de la collectivité ou de l'établissement et un représentant du personnel. La délégation peut être assistée du Médecin de prévention, de l'ACFI et de l'assistant ou du conseiller de prévention.

Le comité est informé des conclusions de chaque enquête et des suites qui leur sont données.

Les collectivités ne relevant pas du CT du Centre de Gestion peuvent solliciter le Médecin de prévention et l'ACFI du CDG pour participer aux enquêtes du même objet menées dans le cadre de leur propre CT ou CHSCT.

## **ARTICLE 9 : MODALITÉS DE FONCTIONNEMENT ET CONDITIONS D'EXERCICE DE LA MISSION DU S.M.P.:**

### **9-1- Organisation des visites :**

- Le lieu des visites médicales est déterminé par le S.M.P selon un découpage géographique.
- Les dates et heures des visites sont fixées par le S.M.P.



- Le planning des visites et les modalités de demande d'intervention seront précisées ultérieurement
- Préalablement à chaque visite, les collectivités s'engagent à transmettre la liste complète et à jour de leur personnel et à retourner le tableau des rendez-vous dûment complété au plus tard 15 jours avant le jour de visite.

#### 9-2- Conditions tarifaires :

##### 9-2-1 Tarif d'adhésion :

Le tarif d'adhésion au service comprend :

- les visites obligatoires
- les visites facultatives
- les prestations servies par le Service Prévention et le Service Handicap – Maintien dans l'emploi

Ce tarif sera fixé par le Conseil d'Administration du Centre de Gestion et facturé à la collectivité annuellement.

Il s'élève pour 2017 à :        - 85 € par agent de droit public (stagiaire, titulaire, contractuel)  
   - 90 € par agent de droit privé

#### Cas spécifique des agents intercommunaux relevant de collectivités adhérentes au service de médecine préventive (SMP) du Centre de Gestion du Tarn :

Pour les agents territoriaux nommés dans plusieurs emplois permanents à temps non complet, la tarification en vigueur sera appliquée sur les collectivités qui emploient le fonctionnaire et ce à part égale quelle que soit la quotité d'heure exercée.

#### Cas spécifique des agents intercommunaux relevant de collectivités adhérentes et de collectivités non adhérentes au service de médecine préventive (SMP) du Centre de Gestion du Tarn :

Dans le cas où l'agent intercommunal est suivi par un service de médecine autre que le service de médecine préventive du Centre de Gestion du Tarn, la tarification au tarif en vigueur sera appliquée sur la ou les collectivités affiliées au CDG81 et ce quelle que soit la quotité d'heure exercée.

##### 9-2-2 Tarifs des examens complémentaires et prestations extérieures :

En cas de services ou prestations nécessitant une intervention extérieure au Centre de Gestion (ex : examens supplémentaires...etc), le coût de l'intervention extérieure sera à la charge de la collectivité.

##### 9-2-3 Annulation de visites :

Les annulations de visites par la collectivité ainsi que les absences non remplacées ou non justifiées par une cause réelle et sérieuse seront facturées selon les tarifs en vigueur sauf si elles sont signalées au service au moins 5 jours francs avant la ou les dates d'intervention prévues.

Il appartient à LA COLLECTIVITE d'informer ses agents du caractère obligatoire des examens médicaux.

##### 9-2-4 Revalorisation tarifaire :

Le Conseil d'administration du Centre de gestion peut décider de l'évolution du coût d'adhésion au S.M.P, avant le 30 Juin de chaque année. Un courrier est adressé à chaque autorité territoriale pour l'informer de l'évolution de ce tarif et des éventuelles modifications des conditions générales de la convention. LA COLLECTIVITE dispose alors d'un droit à résiliation anticipée avec effet au 1<sup>er</sup> janvier qui suit, à mettre en œuvre selon les conditions prévues à l'article 10.

Toute modification du tarif s'appliquera sans autre formalité à la présente convention.





## **ARTICLE 10 : RENOUELEMENT, RESILIATION ET MODIFICATION DE LA CONVENTION :**

### **10-1- Renouveaulement de la convention :**

Elle sera renouvelée par tacite reconduction à son échéance, pour une même durée, sauf volonté contraire de la COLLECTIVITE et dénonciation en application des dispositions prévues à l'article 10-2.

### **10-2- Résiliation à l'initiative de LA COLLECTIVITE :**

LA COLLECTIVITE peut dénoncer pour tout motif la présente convention avec effet au 1<sup>er</sup> janvier qui suit moyennant un préavis de 3 mois, soit au plus tard le 30.09 de chaque année. La demande de résiliation s'effectue par lettre recommandée avec accusé de réception.

### **10-3- Résiliation à l'initiative du Centre de gestion :**

Le CENTRE DE GESTION se réserve le droit de résilier la convention avec effet au 1<sup>er</sup> janvier qui suit moyennant un préavis de 3 mois en cas de non-respect de ses obligations par LA COLLECTIVITE, tels que :

- défaut de paiement du tarif d'adhésion dans un délai de 3 mois après émission du titre de recettes,
- refus de communication des informations nécessaires à l'exécution des missions du service
- opposition à l'application des dispositions du décret n° 85-603 du 10 juin 1985 modifié.
- annulation par LA COLLECTIVITE des visites ou des prestations associées (prévention, maintien dans l'emploi) plus de 3 fois sans raison valable.

### **10-4- Modification de la convention :**

Toute modification (hors revalorisation tarifaire) devra obligatoirement faire l'objet d'un avenant accepté par les deux parties.

## **ARTICLE 11 : REGLEMENT DES LITIGES :**

A défaut de règlement amiable, tout litige lié à la mise en œuvre de la présente convention pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Toulouse territorialement compétent.

La présente convention est établie en 2 exemplaires (1 pour LA COLLECTIVITE, 1 pour le CENTRE DE GESTION).

Fait à ALBI, le 22 décembre 2016  
Le Président du CENTRE DE GESTION

Fait à \_\_\_\_\_, le .....  
L'autorité territoriale

**Sylvian CALS**



\*\*\*\*\*

